

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Shawinigan pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire



Date

2026-06-16

1.1

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	37
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	39
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	40
Situation financière par organismes	41
Charges par objets	42
Fonds local d'investissement	43
Excédent (déficit) accumulé	44
Avantages sociaux futurs	48

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	55
Analyse des charges consolidées	67

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Shawinigan,

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Shawinigan (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville a comptabilisé un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2025. Cependant, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne l'exhaustivité des immobilisations recensées, les données et hypothèses utilisées ainsi que pour le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, aux informations fournies sur les obligations ou à d'autres postes des états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Shawinigan inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

Shawinigan, Canada, le 16 juin 2026

1 CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A122499

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	102 260 374	103 689 903	98 856 398
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 802 759	9 849 153	8 765 002
Quotes-parts	3	35 294	169 334	1 698 374
Transferts	4	14 150 493	20 811 365	40 595 306
Services rendus	5	13 298 220	16 200 795	7 920 978
Imposition de droits	6	3 520 850	5 273 887	5 611 455
Amendes et pénalités	7	1 527 000	1 887 571	1 311 473
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	2 504 214	3 792 960	1 677 971
Autres revenus	10	1 577 479	5 132 439	6 020 843
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	148 676 683	166 807 407	172 457 800
Charges				
Administration générale	14	22 424 877	21 246 812	19 685 495
Sécurité publique	15	15 751 469	15 346 141	14 314 230
Transport	16	38 623 775	38 331 758	33 426 561
Hygiène du milieu	17	35 531 053	36 216 035	35 088 534
Santé et bien-être	18	227 800	227 910	194 842
Aménagement, urbanisme et développement	19	13 681 710	14 482 746	14 165 567
Loisirs et culture	20	19 401 102	19 399 918	19 881 266
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	9 929 364	9 284 845	9 260 623
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	155 571 150	154 536 165	146 017 118
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(6 894 467)	12 271 242	26 440 682
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		405 940 012	378 971 158
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			528 172
Solde redressé	28		405 940 012	379 499 330
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		418 211 254	405 940 012

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	78 658 737	67 442 548
Débiteurs (note 5)	2	67 142 900	67 534 779
Prêts (note 6)	3	390 971	525 227
Placements de portefeuille (note 7)	4	12 212 141	11 482 859
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	336 653	302 108
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	162 722	1 146 703
	8	158 904 124	148 434 224
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	18 951 147	3 568 717
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	28 779 436	34 520 152
Revenus reportés (note 11)	12	8 391 308	10 835 610
Dette à long terme (note 12)	13	244 848 504	255 245 789
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	2 749 000	3 646 000
Autres passifs (note 14)	15	20 944 714	21 268 544
	16	324 664 109	329 084 812
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(165 759 985)	(180 650 588)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	575 454 112	579 701 767
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 215 855	4 332 597
Stocks de fournitures	20	1 717 205	2 059 254
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 937 993	725 738
	23	584 325 165	586 819 356
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	418 565 180	406 168 768
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	418 211 254	405 940 012
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	353 926	228 756
	27	418 565 180	406 168 768
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(6 894 467)	12 271 242	26 440 682
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	) (	22 778 675) (	33 947 862)
Produit de cession	3		940 675	707 754
Amortissement	4		26 378 527	26 066 475
(Gain) perte sur cession	5		(698 024)	(30 657)
Réduction de valeur / Reclassement	6		405 152	1 271 458
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		4 247 655	(5 932 832)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		116 742	214 493
Variation des stocks de fournitures	10		342 049	(32 405)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(2 212 255)	103 471
	13		(1 753 464)	285 559
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		125 170	159 754
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(6 894 467)	14 890 603	20 953 163
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(180 650 588)	(206 426 870)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			4 823 119
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(180 650 588)	(201 603 751)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(165 759 985)	(180 650 588)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	228 756	69 002
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	125 170	159 754
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	125 170	159 754
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	353 926	228 756

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	12 271 242	26 440 682
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	26 378 527	26 066 475
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession-perte valeur	4.1	(301 674)	1 240 801
▪ Gain valeur placement, pmc et réévaluation	4.2	317 804	845 927
	5	38 665 899	54 593 885
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	391 879	41 741 401
Autres actifs financiers	7	983 981	(739 462)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(6 064 546)	3 872 721
Revenus reportés	9	(2 444 302)	(5 449 803)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(897 000)	(1 147 000)
Propriétés destinées à la revente	11	116 742	214 493
Stocks de fournitures	12	342 049	(32 405)
Autres actifs non financiers	13	(2 212 255)	103 471
	14	28 882 447	93 157 301
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	22 778 675)(	29 948 487)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	940 675	707 754
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(21 838 000)	(29 240 733)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	862 363)(	874 319)
Remboursement ou cession	21	386 068	579 114
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	337 108)(	523 224)
Cession	23		23 512
	24	(813 403)	(794 917)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	19 406 417	46 897 809
Remboursement de la dette à long terme	26 (	29 764 134)(	61 555 310)
Variation nette des emprunts temporaires	27	15 382 430	(5 093 139)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(39 568)	422 411
Autres			
▪	29.1		
	30	4 985 145	(19 328 229)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	11 216 189	43 793 422
Solde déjà établi	32	67 442 548	23 649 126
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	67 442 548	23 649 126
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	78 658 737	67 442 548

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Shawinigan est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes (LRQ, c.C-19). Elle a été constituée le 1er janvier 2002 en vertu du décret 1012-2001. Elle résulte du regroupement des villes de Shawinigan, Grand-Mère et Shawinigan-Sud, de la Municipalité de Lac-à-la-Tortue, du Village de St-Georges-de-Champlain et des paroisses de Saint-Gérard-des-Laurentides et Saint-Jean-des-Piles.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Shawinigan. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale et les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville de Shawinigan comprend les organismes périmunicipaux et les partenariats suivants dans les proportions indiquées :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Organismes	Méthode de consolidation
Parc de l'île Melville	Consolidation ligne par ligne
Corporation culturelle de Shawinigan inc.	Consolidation ligne par ligne
Société de développement de Shawinigan inc.	Consolidation ligne par ligne
Régie municipale de transport en commun	Consolidation ligne par ligne
Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (RGMRM)	Consolidation ligne par ligne proportionnelle
Office du tourisme, de foires et de congrès de Shawinigan	Consolidation ligne par ligne

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Prêts

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Lorsque la valeur comptable d'un placement de portefeuille constitué de fonds communs cotés sur un marché actif a été réduite pour tenir compte d'une moins-value durable, le solde cumulé des pertes non réalisées comptabilisé à l'état des gains et pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Placements à long terme à titre d'investissement

Les placements à long terme sont considérés comme des dépenses d'investissement. L'acquisition des placements est reflétée à l'état des activités d'investissements et la contrepartie est présentée à l'état des investissements nets dans les éléments d'actif à long terme.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile respective, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Administration municipale

Infrastructures	Entre 5 et 40 ans
Bâtiments	Entre 5 et 40 ans
Véhicules	Entre 3 et 20 ans
Ameublement	Entre 5 et 10 ans
Machinerie et outillage	Entre 5 et 20 ans

Organismes du périmètre comptable

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile respective, selon les méthodes, les taux annuels et les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Amortissement linéaire	
Infrastructures	Entre 10 et 40 ans
Bâtiments	Entre 20 et 30 ans
Améliorations locatives	Entre 10 et 20 ans
Machinerie et outillage	Entre 3 et 10 ans
Amortissement dégressif	
Ameublement	Entre 20 % et 30 %
Machinerie et outillage	Entre 10 % et 20 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service. Les immobilisations reçues sous forme d'apport sont comptabilisées selon une estimation de la juste valeur de l'immobilisation acquise.

Moins-value

Lorsque la conjoncture économique indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville à fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités sont constatées au moment où l'assigné plaide coupable, au moment où le délai pour contester l'assignation expire ou au moment où un jugement est rendu par un arbitre ou un tribunal;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime de retraite des élus municipaux auquel participe l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par l'organisme municipal est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantage sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- Les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieures dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
 - à titre de mesure d'allègement pour excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : tel que décidé par l'organisme municipal en vertu des mesures d'allègement, ce montant à pourvoir dans le futur ne sera pas amorti.
- Frais d'assainissement des sites contaminés :
 - Pour le passif constaté au 1er janvier 2015 : sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés.
- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - Pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - Pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations
 - Mesure d'allègement pour l'application initiale du chapitre 3280 : sur la durée de vie utile restante des immobilisations auxquelles les obligations liées à la mise hors service se rattachent;
 - Mesure d'allègement lors d'une réévaluation du coût des obligations liées à la mise hors service : sur la durée de vie utile restante des immobilisations auxquelles les obligations liées à la mise hors service se rattachent.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

Les frais de financement relatifs aux instruments financiers qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement après leur comptabilisation initiale sont capitalisés à l'encontre de l'instrument financier auquel ils se rapportent. Ils sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée du financement obtenu.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier pour lequel une donnée importante non observable a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	32 296 363	66 635 500
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	46 362 374	807 048
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	78 658 737	67 442 548
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	78 658 737	67 442 548
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	26 778 136	37 146 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	7 704 127	5 230 653
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	39 302 534	40 796 969
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	11 145 286	10 157 438
Organismes municipaux	13	2 686 197	2 039 868
Autres			
▪ Autres	14.1	6 304 756	9 309 851
	15	67 142 900	67 534 779
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	16 253 071	17 437 136
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	16 253 071	17 437 136
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	3 160 634	2 045 263
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	23 869 871	24 269 411
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	5 093 191	2 716 520
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	5 078 332	8 209 374
Ministère de la Culture et des Communications	26	327 001	585 307
Autres ministères/organismes	27	4 934 139	5 016 357
	28	39 302 534	40 796 969

Note**6. Prêts**

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Prêts fonds Rio Tinto	31.1	253 751	279 539
▪ Prêts fonds local de développement	31.2	137 220	245 688
	32	390 971	525 227
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	434 871	377 346

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	9 055 452	8 664 487
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37	3 156 689	2 818 372
	38	12 212 141	11 482 859
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	162 722	1 146 703
Autres			
▪	42.1		
	43	162 722	1 146 703

Note**9. Emprunts temporaires**

S.O.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	15 316 431	16 858 560
Salaires et avantages sociaux	45	7 099 431	6 317 995
Dépôts et retenues de garantie	46	3 273 887	3 644 452
Provision pour contestations d'évaluation	47	127 371	137 346
Autres			
▪ Intérêts sur la dette à LT	48.1	1 431 698	1 431 378
▪ Gouv. et organismes municipaux	48.2		6 032 032
▪ Autres	48.3	1 530 618	98 389
	49	28 779 436	34 520 152

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	47 105	47 105
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53	176 116	196 895
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Autres	55.1	1 791 252	3 547 656
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	1 113 236	883 023
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Pyrhotite	62.1	1 029 024	1 960 205
▪ Autres recettes reportés	62.2	112 429	121 183
▪ Autres	62.3	3 206 646	2 253 293
▪ Decrêt	62.4	915 500	1 826 250
	63	8 391 308	10 835 610

Note**12. Dette à long terme**

	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	5,00	2026	2035	64	215 591 140	223 370 520
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	3 782 617	3 834 818
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,00	5,00	2026	2029	68	111 411	145 970
Autres	1,46	7,29	2026	2030	69	27 220 302	29 711 879
					70	246 705 470	257 063 187
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(1 856 966)	(1 817 398)
					72	244 848 504	255 245 789

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73		30 165 348	40 456	19 726 123	49 931 927
2027	74		31 176 565	37 788	413 824	31 628 177
2028	75		24 523 093	35 880	6 627 443	31 186 416
2029	76		62 054 214	6 876	48 278	62 109 368
2030	77		21 653 135		3 787 054	25 440 189
2031 et plus	78		46 018 785		400 197	46 418 982
	79		215 591 140	121 000	31 002 919	246 715 059
Intérêts et frais accessoires	80		(	9 589)	(	9 589)
	81		215 591 140	111 411	31 002 919	246 705 470

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	1 257 000	416 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(4 006 000)	(4 062 000)
	84	(2 749 000)	(3 646 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	2 182 000	2 249 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	30 000	(3 000)
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	127 177	98 171
Régimes de retraite des élus municipaux	89	53 184	59 412
	90	2 392 361	2 403 583

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	635 073	640 073
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	20 309 641	20 628 471
Autres			
▪	93.1		
	94	20 944 714	21 268 544
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	20 628 471	19 688 491
Passifs engagés	96		939 807
Passifs réglés	97	(397 064)	(340 746)
Charge de désactualisation ¹	98	285 034	340 919
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	(206 800)	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	20 309 641	20 628 471

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	147 890 872	11 547 778		159 438 650
Eaux usées	102	195 824 041	4 728 700		200 552 741
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	201 614 718	7 170 060		208 784 778
Autres					
▪ Autres	104.1	92 287 762	2 537 022	26 089	94 798 695
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	142 079 498	3 578 229	(824)	145 658 551
Améliorations locatives	107	8 907 858			8 907 858
Véhicules	108	26 738 501	894 997	1 441 359	26 192 139
Ameublement et équipement de bureau	109	10 487 855	365 708	(15 149)	10 868 712
Machinerie, outillage et équipement divers	110	31 000 640	4 987 845	462 673	35 525 812
Terrains	111	18 074 340	162 100	(19 885)	18 256 325
Autres	112	4 053 668			4 053 668
	113	878 959 753	35 972 439	1 894 263	913 037 929
Immobilisations en cours	114	26 559 370	(13 193 764)	402 819	12 962 787
	115	905 519 123	22 778 675	2 297 082	926 000 716
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	30 345 470	3 922 034		34 267 504
Eaux usées	117	69 409 879	4 919 875		74 329 754
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	69 953 818	5 873 634		75 827 452
Autres					
▪ Autres	119.1	40 165 706	3 810 379	663	43 975 422
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	62 206 994	3 952 605		66 159 599
Améliorations locatives	122	4 379 697	449 996		4 829 693
Véhicules	123	18 833 820	1 191 862	1 234 579	18 791 103
Ameublement et équipement de bureau	124	9 189 138	903 882		10 093 020
Machinerie, outillage et équipement divers	125	19 752 516	1 194 334	414 037	20 532 813
Autres	126	1 580 318	159 926		1 740 244
	127	325 817 356	26 378 527	1 649 279	350 546 604
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	579 701 767			575 454 112
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	237 795			237 795
Amortissement cumulé	130	(116 427)	(24 456)	()	(140 883)
Valeur comptable nette	131	121 368			96 912

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	1 170 230	1 281 982
Immeubles industriels municipaux	133	2 142 417	2 147 407
Autres	134	1 065 930	2 049 911
	135	4 378 577	5 479 300
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	162 722	1 146 703
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	4 215 855	4 332 597

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	505 075	413 091
▪ Autres	143.2	2 432 918	312 647
Autres			
▪	144.1		
	145	2 937 993	725 738

Note**19. Obligations contractuelles****Principaux engagements de crédits de l'administration municipale**

En octobre 2023, la Ville a ratifié une entente de 10 ans avec la Sûreté du Québec pour les services policiers sur son territoire. Le montant annuel de la dépense est en fonction de la richesse foncière uniformisée. La ville s'est engagée pour les années futures à verser un montant annuel estimé de:

2026: 6 815 000 \$

2027: 6 950 000 \$

2028: 7 090 000 \$

2029: 7 230 000 \$

2030: 7 375 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme de 16 434 800 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les quatre prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2026 : 8 814 000 \$
2027 : 4 903 000 \$
2028 : 1 818 400 \$
2029 : 899 400 \$

La Ville a également consenti des subventions et honoraires de gestion à divers organismes à être versées sur plus d'un exercice. Les montants ainsi engagés totalisent 3 928 172 \$ et sont répartis de la manière suivante :

2026 : 2 823 361 \$
2027 : 834 832 \$
2028 : 219 979 \$
2029 : 50 000 \$

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Récupération Mauricie S.E.N.C.	148.1	2 092 921	1 994 113
	149	2 092 921	1 994 113
	150	2 092 921	1 994 113

S.O.

B) Auto-assurance

La Ville confie à une firme d'actuaire l'analyse des coûts et l'évaluation de ses besoins en matière d'assurance. Un expert en sinistre et un avocat examinent chacune des réclamations et recommandent à la Ville la position la plus avantageuse financièrement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Aussi, la Ville s'est associée à d'autres villes dont l'objectif était de créer une mutualité partielle. Dans un régime de mutualité partielle, chaque ville maintient sa franchise individuelle et à cette franchise individuelle s'ajoute une franchise collective. Donc une réclamation à l'intérieur de la franchise individuelle de la Ville (établie en fonction de sa capacité de payer) est assumée par elle, une réclamation supérieure est assumée par la franchise collective et une réclamation supérieure à la franchise collective est quant à elle assumée par l'assureur.

Il appert qu'une telle mutualité partielle permet d'assurer une certaine stabilité dans le coût des primes et permet aussi d'éviter de supporter financièrement de gros débours à la suite d'un sinistre, ce qui soulage le budget de la Ville n'affectant donc pas significativement la situation financière de la Ville.

Finalement, le concept même de la mutualité partielle permet à la Ville d'encaisser le reliquat du fonds une fois toutes les réclamations réglées.

C) Poursuites

Note sur litiges avec les fournisseurs.

Développement Olymbec inc. c. Ville de Shawinigan et als. (500-17-118730-210)

Une poursuite en Cour supérieure a été déposée le 22 octobre 2021, dans le cadre de laquelle l'entreprise Développement Olymbec inc. recherchait la condamnation de la Ville à 100 000 \$. L'entreprise reproche à la Ville de ne pas avoir respecté ses obligations en vertu d'un droit de premier refus dont bénéficiait l'entreprise en lien avec la vente d'un immeuble.

L'entreprise a modifié sa demande introductive d'instance au cours du mois d'octobre 2023, à la suite de la réalisation d'une expertise. Le quantum de sa réclamation est désormais de 3 200 000 \$.

La Ville conteste la réclamation de l'entreprise, qu'elle juge mal fondée en faits et en droits.

Construction Thorco inc. c. Ville de Shawinigan c. Pluritec ltée (410-17-001999-213): Réclamation de 3 071 606 \$

Construction Thorco inc. œuvre comme entrepreneur général en construction. La Ville lui a octroyé le 13 juin 2017 le contrat de construction du Lot 2 pour les travaux de mises aux normes des infrastructures d'eau potable et travaux d'assainissement des eaux usées dans le secteur Lac-à-la-Tortue.

Le 15 décembre 2021, l'entreprise a signifié à la Ville de Shawinigan une demande introductive d'instance lui réclamant un montant total de 3 071 606 \$ pour différents postes de réclamation en lien avec la réalisation de ce contrat.

La Ville conteste la réclamation de l'entrepreneur et a appelé comme défendeur en garantie la firme d'ingénierie ayant réalisé les plans et devis à l'origine du projet.

Allen Entrepreneur général c. Ville de Shawinigan c. WSP Canada & als (410-17-001990-212)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Allen Entrepreneur Général inc. œuvre comme entrepreneur général en construction. La Ville lui a octroyé le 13 juin 2017 le contrat de construction de la station de traitement des eaux du Lac-à-la-Pêche, pour le prix initial de 31 220 000 \$ plus taxes.

En juin 2021, l'entreprise a signifié à la Ville de Shawinigan une demande introductive d'instance lui réclamant un montant total de 3 100 320 \$ pour différents postes de réclamation en lien avec la réalisation de ce contrat. La Ville conteste la réclamation de l'entrepreneur. La Ville a produit une demande reconventionnelle recherchant la condamnation des différents entrepreneurs à l'origine de la conception et de la fabrication de l'usine de traitement, puisque celle-ci ne rencontre pas les exigences et les performances attendues. Le montant total réclamé par la Ville de Shawinigan est de 27 363 627 \$.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

Les données budgétaires de l'administration municipale correspondent aux données présentées dans le budget 2025 adopté par le conseil le 10 décembre 2024.

Les données budgétaires consolidées correspondent à celles de l'administration municipale ainsi que celles adoptées par les conseils d'administration des organismes.

26. Instruments financiers

Les instruments financiers classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur sont les placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés sur un marché actif.

La juste valeur des placements de portefeuille constitués de fonds communs cotés est déterminée en fonction de leur prix coté sur un marché actif. Cette évaluation est classée au niveau 1 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Pour tous les instruments financiers évalués à la juste valeur, il n'y a aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Moins de 30 jours	455 029 \$	1 996 430 \$
De 30 à 60 jours	84 215 \$	68 741 \$
Plus de 60 jours	<u>3 894 317 \$</u>	<u>3 403 355 \$</u>
	4 433 561 \$	5 468 526 \$
Moins la provision pour créances douteuses	<u>(1 927 793 \$)</u>	<u>(1 035 162 \$)</u>
	2 505 768 \$	4 433 364 \$

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

	1 035 162 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	914 750 \$
Montant recouvré	(0 \$)
Montant radié	<u>(22 119 \$)</u>
Solde à la fin	1 927 793 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Les variations de la provision pour moins-value sur les prêts sont présentées à la note 6.

Placements de portefeuille

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéral, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2025	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	18 951 147 \$	- \$	- \$	- \$	18 951 147 \$
Créditeurs et charges à payer	28 779 436 \$	- \$	- \$	- \$	28 779 436 \$
Revenus reportés	8 391 308 \$	- \$	- \$	- \$	8 391 308 \$
Dette à long terme	<u>49 922 338 \$</u>	<u>62 814 593 \$</u>	<u>87 549 557 \$</u>	<u>46 418 982 \$</u>	<u>246 705 470 \$</u>
Total	106 044 229 \$	62 814 593 \$	87 549 557 \$	46 418 982 \$	302 827 361 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	3 568 717 \$	- \$	- \$	- \$	3 568 717 \$
Créditeurs et charges à payer	34 520 152 \$	- \$	- \$	- \$	34 520 152 \$
Revenus reportés	10 635 610 \$	- \$	- \$	- \$	10 635 610 \$
Dettes à long terme	<u>67 572 518 \$</u>	<u>59 574 407 \$</u>	<u>85 815 403 \$</u>	<u>44 100 859 \$</u>	<u>257 063 187 \$</u>
Total	116 296 997 \$	59 574 407 \$	85 815 403 \$	44 100 859 \$	305 787 666 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2025	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 309 643 \$	68 120 202 \$	73 429 845 \$
Prêts	390 971 \$	- \$	390 971 \$
Placements de portefeuille	8 718 343 \$	3 104 189 \$	11 822 532 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	- \$	18 951 147 \$	18 951 147 \$
Dette à long terme	246 705 470 \$	- \$	246 705 470 \$

2024	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 014 648 \$	58 973 827 \$	63 988 475 \$
Prêts	525 227 \$	- \$	525 227 \$
Placements de portefeuille	8 443 659 \$	2 746 871 \$	11 190 530 \$
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	- \$	3 568 717 \$	3 568 717 \$
Dette à long terme	257 063 187 \$	- \$	257 063 187 \$

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats et la situation financière de la Ville.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Autre risque de prix

L'autre risque de prix auquel la Ville est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Ville à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	100 043 618	103 444 792	104 907 316		103 689 903
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 765 002	9 802 759	9 849 153		9 849 153
Quotes-parts	3					14 181 819
Transferts	4	24 955 191	11 179 498	12 135 001		4 026 075
Services rendus	5	2 234 157	1 885 101	2 472 781		14 143 917
Imposition de droits	6	5 611 455	3 520 850	5 273 887		5 273 887
Amendes et pénalités	7	1 311 473	1 527 000	1 887 229		342
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	959 103	2 217 000	3 060 675		732 285
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	14 086	266 000	901 954		3 068 221
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	143 894 085	133 843 000	140 487 996		36 152 659
Investissement						
Taxes	14	22 502				
Quotes-parts	15					
Transferts	16	12 363 505		4 610 817		39 472
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19	(136 721)		974 790		187 474
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	12 249 286		5 585 607		226 946
	23	156 143 371	133 843 000	146 073 603		36 379 605
						166 807 407

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus	24	156 143 371	133 843 000	146 073 603		36 379 605	166 807 407
Charges							
Administration générale	25	18 360 210	19 831 114	19 607 935	790 813	848 064	21 246 812
Sécurité publique	26	14 198 910	15 391 469	15 261 229	491 369		15 346 141
Transport	27	24 680 498	29 741 389	29 652 101	7 192 211	3 422 446	38 331 758
Hygiène du milieu	28	26 182 440	27 880 751	25 496 726	9 434 772	8 518 319	36 216 035
Santé et bien-être	29	194 842	227 800	227 910			227 910
Aménagement, urbanisme et développement	30	7 800 175	9 297 991	8 694 962	181 331	9 511 882	14 482 746
Loisirs et culture	31	13 744 171	13 809 652	12 525 426	4 411 084	4 092 566	19 399 918
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	7 351 631	8 143 921	7 625 171		1 659 674	9 284 845
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	21 830 903	18 330 913	22 501 580 (	22 501 580)		
	36	134 343 780	142 655 000	141 593 040		28 052 951	154 536 165
Excédent (déficit) lié aux activités	37	21 799 591	(8 812 000)	4 480 563		8 326 654	12 271 242

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	21 799 591	(8 812 000)	4 480 563	8 326 654	12 271 242
Moins : revenus d'investissement	2 (	12 249 286)	()	5 585 607)	226 946)	5 812 553)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	9 550 305	(8 812 000)	(1 105 044)	8 099 708	6 458 689
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	21 830 903	18 330 913	22 501 580	3 876 947	26 378 527
Produit de cession	5	579 296	600 000	761 693	178 982	940 675
(Gain) perte sur cession	6	17 466	(100 000)	(539 605)	(158 419)	(698 024)
Réduction de valeur / Reclassement	7				405 152	405 152
	8	22 427 665	18 830 913	22 723 668	4 302 662	27 026 330
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	224 782	50 000	122 250	989 231	1 111 481
Réduction de valeur / Reclassement	10	4 990		4 990		4 990
	11	229 772	50 000	127 240	989 231	1 116 471
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	76 679	93 000	112 082	273 986	386 068
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	300 958				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	23 304	50 000	185 041		185 041
	15	400 941	143 000	297 123	273 986	571 109
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 535 231	1 357 000	1 858 172	680	1 858 852
Remboursement de la dette à long terme	17 (	17 148 534)	14 794 275)	16 937 230)	3 737 948)	20 675 178)
	18	(15 613 303)	(13 437 275)	(15 079 058)	(3 737 268)	(18 816 326)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	899 192)	789 037)	943 728)	1 757 207)	2 700 935)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	720 000	2 100 000	2 768 282	31 350	2 799 632
Excédent de fonctionnement affecté	21	17 766	16 741	16 740		16 740
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 927 172)	1 982 658	(354 341)		(354 341)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	15 933	(85 000)	(61 625)	(733 710)	(795 335)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(3 072 665)	3 225 362	1 425 328	(2 459 567)	(1 034 239)
	26	4 372 410	8 812 000	9 494 301	(630 956)	8 863 345
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	13 922 715		8 389 257	7 468 752	15 322 034

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	12 249 286	5 585 607	226 946	5 812 553
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	1 066 585)(	1 334 230)(	51 067)(	1 385 297)
Sécurité publique	3 (	163 440)(	70 824)(	)	70 824)
Transport	4 (	9 382 096)(	5 804 397)(	)	5 804 397)
Hygiène du milieu	5 (	10 670 968)(	7 239 576)(	1 874 672)(	9 114 248)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 981 106)(	1 911 957)(	598 973)(	2 510 930)
Loisirs et culture	8 (	3 743 097)(	3 835 760)(	57 219)(	3 892 979)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	30 007 292)(	20 196 744)(	2 581 931)(	22 778 675)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	15 279)(	10 499)(	)	10 499)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	170 148)(	260 148)(	602 215)(	862 363)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	7 941 314	11 051 508	298 752	11 350 260
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	899 192	943 728	1 757 207	2 700 935
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16			2 639 779	2 639 779
Excédent de fonctionnement affecté	17	969 981			
Réserves financières et fonds réservés	18	3 590 370	2 744 052		2 744 052
	19	5 459 543	3 687 780	4 396 986	8 084 766
	20	(16 791 862)	(5 728 103)	1 511 592	(4 216 511)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(4 542 576)	(142 496)	1 738 538	1 596 042

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	Administration municipale	Administration municipale	2025	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	56 231 337		62 782 745		15 875 992	78 658 737
Débiteurs (note 5)	2	61 610 699		61 150 562		8 203 166	67 142 900
Prêts (note 6)	3	525 227		390 971			390 971
Placements de portefeuille (note 7)	4	503 654		602 144		11 609 997	12 212 141
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5					336 653	336 653
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6						
Autres actifs financiers (note 8)	7					162 722	162 722
	8	118 870 917		124 926 422		36 188 530	158 904 124
PASSIFS							
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9						
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 568 717		18 951 147			18 951 147
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	30 982 013		26 421 269		4 568 995	28 779 436
Revenus reportés (note 11)	12	7 701 118		6 020 740		2 370 568	8 391 308
Dette à long terme (note 12)	13	218 799 837		211 830 008		33 018 496	244 848 504
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	3 646 000		2 749 000			2 749 000
Autres passifs (note 14)	15	1 727 245		1 722 245		19 222 469	20 944 714
	16	266 424 930		267 694 409		59 180 528	324 664 109
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(147 554 013)		(142 767 987)		(22 991 998)	(165 759 985)
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations corporelles (note 15)	18	528 151 494		525 624 578		49 829 534	575 454 112
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 332 597		4 215 855			4 215 855
Stocks de fournitures	20	1 536 227		1 679 306		37 899	1 717 205
Actifs incorporels achetés (note 17)	21						
Autres actifs non financiers (note 18)	22	457 134		2 652 254		285 739	2 937 993
	23	534 477 452		534 171 993		50 153 172	584 325 165
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	21 500 980		19 337 996		3 078 070	22 416 066
Excédent de fonctionnement affecté	25	3 233 637		1 116 782		264 670	1 381 452
Réserves financières et fonds réservés	26	19 641 808		27 431 177		2 142	27 433 319
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	7 384 720) (		7 355 455) (		4 227 615) (	11 583 070)
Financement des investissements en cours	28	(12 442 520)		(12 821 253)		1 252 365	(11 568 888)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	362 374 254		363 694 759		26 437 616	390 132 375
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30					353 926	353 926
	31	386 923 439		391 404 006		27 161 174	418 565 180
Obligations contractuelles (note 19)							
Droits contractuels (note 20)							
Passifs éventuels (note 21)							
Actifs éventuels (note 22)							

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalizations	Réalizations	Réalizations
		2025	2025	2025	2024
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1		37 864	116 615	116 615
Autre	2	35 703 391	33 221 313	37 920 869	35 453 294
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3		9 794	29 375	29 375
Autres	4	7 875 993	7 457 871	7 907 085	7 195 453
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	57 259 832	54 722 075	57 239 964	53 600 914
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	7 190 254	6 893 649	7 262 932	5 761 841
D'autres organismes municipaux	10			1 070 618	1 644 916
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	864 567	857 067	857 067	1 769 290
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	89 100	(125 545)	94 228	84 576
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	4 889 845	6 824 844	6 887 744	5 425 400
Transferts	15				
Autres	16	1 935 000			
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	8 420 645	7 890 261	6 700 045	7 540 080
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	18 300 000	22 501 580	26 378 527	26 066 475
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Créances douteuses	21.1	63 000	1 297 277	1 565 609	1 036 420
▪ Autres	21.2	63 373	4 990	505 487	292 469
	22	142 655 000	141 593 040	154 536 165	146 017 118

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		126 161
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	8 603	24 834
Autres revenus	3	30 863	236 589
	4	39 466	387 584
Charges			
Créances douteuses sur prêts et placements de portefeuille			
Radiation	5		
Variation de la provision pour moins-value	6	114 524	112 424
Autres créances douteuses	7		
	8	114 524	112 424
Autres charges	9		
	10	114 524	112 424
Excédent (déficit) de l'exercice	11	(75 058)	275 160
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	3 829 673	3 910 255
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	608 440	571 455
Provision pour moins-value	16	(354 236)	(291 912)
	17	254 204	279 543
	18	4 083 877	4 189 798
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	3 803 955	3 834 818
	22	3 803 955	3 834 818
Solde du Fonds local d'investissement	23	279 922	354 980
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	24		
Supportant les engagements de prêts	25		
Supportant les garanties de prêts	26	3 829 673	3 910 255
	27	3 829 673	3 910 255

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	22 416 066	20 607 937
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 381 452	3 264 987
Réserves financières et fonds réservés	3	27 433 319	19 643 605
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	11 583 070)(	12 398 550)
Financement des investissements en cours	5	(11 568 888)	(12 932 248)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	390 132 375	387 754 281
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	353 926	228 756
	8	418 565 180	406 168 768
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	19 337 996	21 500 980
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	3 078 070	(893 043)
	11	22 416 066	20 607 937
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Rachat dette cession d'actifs	12.1	116 782	133 522
▪ Camions pompier	12.2	1 000 000	3 100 115
	13	1 116 782	3 233 637
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ exercice subséquent/politique d'excédents	14.1	264 670	31 350
	15	264 670	31 350
	16	1 381 452	3 264 987

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪ Assainissement	18.1	2 667 360	2 799 284
▪ Assurance	18.2	314 491	114 491
▪ Eau	18.3	10 369 979	2 350 257
	19	13 351 830	5 264 032
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	5 370 472	4 310 569
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27	3 979 213	4 963 682
Organismes contrôlés et partenariats	28	2 142	1 797
Fonds local d'investissement	29	3 639 281	3 719 864
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	2 247	359 747
Autres			
▪ Rio Tinto Alcan	32.1	1 038 226	975 318
▪ Logement Social	32.2	49 908	48 596
	33	14 081 489	14 379 573
	34	27 433 319	19 643 605

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(	)
Autres	39 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	3 064 762)(	3 121 387)
	41 (	3 064 762)(	3 121 387)
Assainissement des sites contaminés	42 (	635 073)(	640 072)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	4 683 691)(	5 423 234)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(	)
Autres			
▪	45.1 (	)(	)
	46 (	8 383 526)(	9 184 693)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	(765 543))(	(831 181))
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	3 782 617)(	3 834 818)
Autres			
▪ Fin Lt act. fonctionnement	54.1 (	420 369)(	467 042)
	55 (	3 437 443)(	3 470 679)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	56	(14 062)	(20 927)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	251 961	277 749
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	237 899	256 822
	62 (	11 583 070)(	12 398 550)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	6 804 378	8 564 447
Investissements à financer	64 (	18 373 266)(	21 496 695)
	65	(11 568 888)	(12 932 248)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	575 454 112	579 701 767
Propriétés destinées à la revente	67	4 378 577	5 479 300
Prêts	68	390 971	525 227
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	9 055 452	8 664 487
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	336 653	302 108
	71	589 615 765	594 672 889
Ajustements aux éléments d'actif	72	(3 629 756)	(3 611 800)
	73	585 986 009	591 061 089
Éléments de passif correspondant			
Dettes à long terme	74 (	244 848 504)(	255 245 789)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	1 856 966)(	1 817 398)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	45 687 011	48 486 845
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	442 208	494 712
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	4 722 617	4 774 822
	79 (	195 853 634)(	203 306 808)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	195 853 634)(	203 306 808)
	82	390 132 375	387 754 281

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Ces régimes prévoient que les employés bénéficient d'une pension établie selon les années de service et le salaire final moyen des 5 meilleures années (carrière indexé pour le service à compter de 2014). La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel syndiqué de la Ville de Shawinigan et du Régime de retraite du personnel cadre et non syndiqué et des pompiers de la Ville de Shawinigan a été effectué le 31 décembre 2021.

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	416 000	(646 000)
Charge de l'exercice	4 (	2 182 000)(	2 249 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	3 023 000	3 311 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	1 257 000	416 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	169 371 000	162 328 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	167 648 000)(	158 601 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	1 723 000	3 727 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(466 000)	(3 311 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	1 257 000	416 000
Provision pour moins-value	12 (	)	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	1 257 000	416 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)	)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)	)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	5 787 000	5 300 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		(52 000)
	20	5 787 000	5 248 000
Cotisations salariales des employés	21 (	2 802 000)(	2 568 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)	)
	23	2 985 000	2 680 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(607 000)	(412 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		52 000
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	2 378 000	2 320 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	8 061 000	7 997 000
Rendement espéré des actifs	32 (	8 257 000)(	8 068 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(196 000)	(71 000)
Charge de l'exercice	34	2 182 000	2 249 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	9 932 000	6 708 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	8 257 000)(	8 068 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	1 675 000	(1 360 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(3 913 000)	3 386 000
Prestations versées au cours de l'exercice	39	8 714 000	8 526 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	171 525 000	160 434 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	3 966 000	4 735 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	16 624 000	16 082 000
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	18	17
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	10	11
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	26	26
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,09 %	5,13 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,14 %	5,14 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,16 %	3,06 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les cadres de la Ville couverts par le régime d'assurance collective pendant leur vie active sont admissibles à des protections d'assurance vie à la retraite.

Les cols bleus et les cols blancs de la Ville couverts par le régime d'assurance collective pendant leur vie active sont admissibles à des protections d'assurance vie et d'assurance maladie à la retraite.

Seule la portion payée par l'employeur a été évaluée.

La date d'effet de la dernière évaluation actuarielle aux fins de la comptabilité est le 31 décembre 2021.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (4 062 000)	(4 147 000)
Charge de l'exercice	56 (30 000)	(3 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 86 000	82 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (4 006 000)	(4 062 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 011 000)	(1 887 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 011 000)	(1 887 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 995 000)	(2 175 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (4 006 000)	(4 062 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (4 006 000)	(4 062 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 2	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (2 011 000)	(1 887 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (2 011 000)	(1 887 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	152 000	97 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	152 000	97 000
Cotisations salariales des employés	73 (	)(	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(	)
	75	152 000	97 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(201 000)	(196 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(49 000)	(99 000)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	79 000	96 000
Rendement espéré des actifs	84 (	)(	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	79 000	96 000
Charge de l'exercice	86	30 000	(3 000)
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	21 000	343 000
Prestations versées au cours de l'exercice	91	86 000	82 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,20 %	4,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	3,20 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	5,55 %	5,70 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	4,30 %	4,30 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2040	2040
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 3

Description des régimes et autres renseignements

Trois organismes du périmètre comptable contribuent pour certains employés à un régime enregistré d'épargne retraite (REER) jusqu'à concurrence de 5,00 % du revenu de base.

Il y a deux REER collectifs et un régime de retraite simplifié.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	37 129	22 254
REER	114	20 107	12 701
Autres régimes	115	69 941	63 216
	116	127 177	98 171

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	10	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	14 553	17 629
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	53 184	59 412
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	53 184	59 412

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2025	Réalisations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	74 647 477	73 430 064	69 559 680
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	1 974 186	1 974 186	1 839 035
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	(671)	(671)	(1 700)
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	76 620 992	75 403 579	71 397 015
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	10 440 132	10 440 132	10 409 923
Égout	13	3 592 533	3 592 533	3 591 374
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	9 336 532	9 336 532	9 168 134
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Insectes piqueurs/Permis de neige	17.1	1 709 325	1 709 325	1 062 986
Centres d'urgence 9-1-1	18	353 312	353 312	327 968
Service de la dette	19	2 854 490	2 854 490	2 876 496
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			22 502
	23	28 286 324	28 286 324	27 459 383
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	28 286 324	28 286 324	27 459 383
	28	104 907 316	103 689 903	98 856 398

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	421 454	421 454	399 946
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	2 510 738	2 510 738	2 365 066
Cégeps et universités	33	807 944	807 944	730 880
Écoles primaires et secondaires	34	2 438 261	2 438 261	2 322 961
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	6 178 397	6 178 397	5 818 853
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	3 670 756	3 670 756	2 946 149
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40	3 670 756	3 670 756	2 946 149
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	9 849 153	9 849 153	8 765 002

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	124 683	124 683	585 448
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57		1 188 254	1 043 821
Transport adapté	58		583 156	349 353
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	2 047 500	2 047 500	9 686 766
Réseau de distribution de l'eau potable	65	682 609	682 609	2 420 786
Traitement des eaux usées	66			240 930
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	563 954	563 954	573 074
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
	Logement social	76			
	Autres	77			
	Sécurité du revenu	78			
	Autres	79		14 490	
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	80			
	Rénovation urbaine	81	49 264	49 264	172 040
	Promotion et développement économique	82	665 971	655 971	2 658 156
	Autres	83	3 973	19 612	5 095
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	84	6 228	6 228	99 152
	Activités culturelles				
	Bibliothèques	85	240 219	240 219	247 134
	Autres	86	168 873	252 603	570 147
	Réseau d'électricité	87			
		88	4 553 274	6 414 053	18 666 392

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations		Réalisations	Réalisations
		2025		2025	2024
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	89				
Sécurité publique					
Police	90				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	91				
Autres	92				
Sécurité civile	93				
Autres	94				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	95				3 461 865
Enlèvement de la neige	96				
Autres	97				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	98				
Transport adapté	99				
Transport scolaire	100				
Autres	101				
Transport aérien	102				
Transport par eau	103				
Autres	104				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105				11 204
Réseau de distribution de l'eau potable	106	4 610 817		4 610 817	1 331 145
Traitement des eaux usées	107				
Réseaux d'égout	108				2 662 291
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	109				32 156
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	110				
Tri et conditionnement	111				
Autres	112				
Autres	113				
Cours d'eau	114				
Protection de l'environnement	115				4 251 153
Autres	116				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
	Logement social	117		
	Autres	118		
	Sécurité du revenu	119		
	Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	121	39 472	48 603
	Rénovation urbaine	122		
	Promotion et développement économique	123		597 244
	Autres	124		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	125		
	Activités culturelles			
	Bibliothèques	126		
	Autres	127		
	Réseau d'électricité	128		
		129	4 610 817	4 650 289
				12 395 661

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	2 528 884	2 528 884	4 154 015
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		1 876 422	1 479 985
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	4 386 596	4 386 596	2 895 674
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139	666 247	955 121	1 003 579
	140	7 581 727	9 747 023	9 533 253
TOTAL DES TRANSFERTS	141	16 745 818	20 811 365	40 595 306

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations		Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS	2025		2025	2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	142	186	186	1 949
Évaluation	143			
Autres	144			
	145	186	186	1 949
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155		35 294	34 266
Autres	156			
	157		35 294	34 266
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158			
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160		509 153	129 890
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166	163 976	163 976	98 937
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	163 976	673 129	228 827

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations		Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2025		2025	2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	17 275	17 275	16 870
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
	183	17 275	17 275	16 870
Réseau d'électricité	184			
	185	181 437	725 884	281 912

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations		Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2025		2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	451 976	451 976	388 764
	189	451 976	451 976	388 764
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193			
Autres	194	39 208	39 208	38 475
	195	39 208	39 208	38 475
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196			
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198	234 941	234 941	237 348
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199		832 861	972 919
Transport adapté	200		59 627	70 677
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	234 941	1 127 429	1 280 944
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214	341 673	6 660 936	(1 125 434)
	215	341 673	6 660 936	(1 125 434)

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	335 321	1 358 720	1 310 896
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223		3 027 755	3 267 878
Autres	224			
	225	335 321	4 386 475	4 578 774
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	873 177	2 793 839	2 457 863
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	15 048	15 048	19 680
Autres	228			
	229	888 225	2 808 887	2 477 543
Réseau d'électricité	230			
	231	2 291 344	15 474 911	7 639 066
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	2 472 781	16 200 795	7 920 978

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	249 115	249 115	171 513
Droits de mutation immobilière	234	4 649 484	4 649 484	5 066 668
Droits sur les carrières et sablières	235	374 971	374 971	372 555
Autres	236	317	317	719
	237	5 273 887	5 273 887	5 611 455
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	1 887 229	1 887 571	1 311 473
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	3 060 675	3 792 960	1 677 971
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	539 605	698 024	30 657
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	122 250	122 250	1 568 241
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244		43 258	(300 958)
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249	236 547	3 502 993	4 859 624
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	978 342	765 914	(136 721)
	252	1 876 744	5 132 439	6 020 843
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2025			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 306 363	5 157	1 311 520	1 353 874	1 283 413
Greffes et application de la loi	2	3 826 053	26 008	3 852 061	3 900 562	3 523 712
Gestion financière et administrative	3	6 677 968	703 082	7 381 050	7 866 204	7 095 205
Évaluation	4	827 163	5 025	832 188	832 189	1 451 347
Gestion du personnel	5	2 349 501	51 541	2 401 042	2 483 146	2 351 582
Autres						
▪ Autres	6.1	4 620 887		4 620 887	4 810 837	3 980 236
	7	19 607 935	790 813	20 398 748	21 246 812	19 685 495
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	7 069 428		7 069 428	7 069 428	6 549 754
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9	6 764 238	488 141	7 252 379	6 845 922	6 375 860
Autres	10		3 228	3 228		
Sécurité civile	11	11 674		11 674	11 674	16 068
Autres	12	1 415 889		1 415 889	1 419 117	1 372 548
	13	15 261 229	491 369	15 752 598	15 346 141	14 314 230
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	13 670 565	6 868 096	20 538 661	20 538 661	15 496 977
Enlèvement de la neige	15	11 484 849	324 115	11 808 964	11 808 964	11 335 136
Éclairage des rues	16	965 800		965 800	965 800	992 428
Circulation et stationnement	17	802 847		802 847	802 847	1 124 884
Transport collectif						
Transport en commun	18	1 935 000		1 935 000	3 422 446	3 650 630
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	793 040		793 040	793 040	826 506
	22	29 652 101	7 192 211	36 844 312	38 331 758	33 426 561

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	6 744 104	4 957 455	11 701 559	11 701 558	9 661 709
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 929 856	478 372	3 408 228	3 408 228	4 570 801
Traitement des eaux usées	25	2 505 413	2 774 186	5 279 599	5 279 599	5 624 080
Réseaux d'égout	26	1 890 380	1 118 460	3 008 840	3 008 840	3 301 272
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 816 513	4 821	1 821 334	2 009 720	1 910 627
Élimination	28	2 138 706		2 138 706	3 830 054	2 543 303
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	236 552	36 338	272 890	(567 036)	(2 090 480)
Tri et conditionnement	30	1 244 967		1 244 967	1 244 967	1 700 383
Matières organiques						
Collecte et transport	31	3 500 095		3 500 095	2 653 423	2 211 131
Traitement	32				431 531	358 824
Matériaux secs						
Autres	34				599 117	1 127 835
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	10 613		10 613		
Protection de l'environnement	38	1 822 252	65 140	1 887 392	1 887 392	3 453 853
Autres	39	657 275		657 275	728 642	715 196
	40	25 496 726	9 434 772	34 931 498	36 216 035	35 088 534
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	224 051		224 051	224 051	189 140
Autres	42	3 859		3 859	3 859	5 702
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	227 910		227 910	227 910	194 842

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 247 509	151 410	2 398 919	2 398 919	1 897 980
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	3 603 178		3 603 178	8 284 544	8 637 109
Tourisme	50	2 844 275		2 844 275	3 769 362	3 543 606
Autres	51					
Autres	52		29 921	29 921	29 921	86 872
	53	8 694 962	181 331	8 876 293	14 482 746	14 165 567

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	374 694	256 198	630 892	630 892	657 098
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 112 209	1 404 630	4 516 839	4 516 840	4 982 346
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 333 878	857 576	2 191 454	2 191 454	2 333 781
Parcs et terrains de jeux	57	3 599 122	1 581 464	5 180 586	5 180 586	6 008 294
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59					
Autres	60	127 515		127 515	127 515	98 405
	61	8 547 418	4 099 868	12 647 286	12 647 287	14 079 924
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	324 863	259 754	584 617	2 547 527	2 372 196
Bibliothèques	63	3 457 697	51 462	3 509 159	3 509 159	3 266 139
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	195 448		195 448	195 448	163 007
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66				500 497	
	67	3 978 008	311 216	4 289 224	6 752 631	5 801 342
	68	12 525 426	4 411 084	16 936 510	19 399 918	19 881 266

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	6 893 649		6 893 649	8 333 550	7 406 757
Autres frais	71	857 067		857 067	857 067	1 769 290
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	(117 000)		(117 000)	(117 000)	25 000
Autres	73	(8 545)		(8 545)	211 228	59 576
	74	7 625 171		7 625 171	9 284 845	9 260 623
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	22 501 580 (	22 501 580)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	796 914	796 914	1 280 855
Usines de traitement de l'eau potable	2	5 005 718	5 005 718	2 033 338
Usines et bassins d'épuration	3	2 448 100	2 448 100	1 944 341
Conduites d'égout	4	455 567	455 567	3 898 687
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 327 829	3 327 829	11 766 139
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 047 862	2 047 862	2 158 184
Autres infrastructures	11	259 979	682 821	2 838 644
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 874 197	2 711 392	1 682 617
Édifices communautaires et récréatifs	14	341 297	1 037 537	1 698 382
Améliorations locatives	15			6 810
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 780 768	3 112 389	3 609 099
Ameublement et équipement de bureau	18	508 980	619 610	349 091
Machinerie, outillage et équipement divers	19	220 626	370 836	682 885
Terrains	20	52 065	162 100	(1 210)
Autres	21	76 842		
	22	20 196 744	22 778 675	33 947 862

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	796 914	796 914	1 240 087
Usines de traitement de l'eau potable	2	5 005 718	5 005 718	2 033 338
Usines et bassins d'épuration	3	2 448 100	2 448 100	1 944 341
Conduites d'égout	4	455 567	455 567	3 853 285
Autres infrastructures	5	5 635 670	6 058 512	16 738 473
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			40 768
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			45 402
Autres infrastructures	10			24 494
Autres immobilisations corporelles	11	5 854 775	8 013 864	8 027 674
	12	20 196 744	22 778 675	33 947 862

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	133 521		16 741	116 780
Réserves financières et fonds réservés	3	3 834 818		52 201	3 782 617
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	45 228 152	3 022 069	1 581 100	46 669 121
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	159 379 851	16 384 348	25 314 258	150 449 941
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	208 576 342	19 406 417	26 964 300	201 018 459
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	17 437 136		1 184 065	16 253 071
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	17 437 136		1 184 065	16 253 071
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	31 049 709		1 615 769	29 433 940
	15	48 486 845		2 799 834	45 687 011
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	48 486 845		2 799 834	45 687 011
	19	257 063 187	19 406 417	29 764 134	246 705 470
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	257 063 187	19 406 417	29 764 134	246 705 470

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	213 653 617	220 572 818
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	18 373 266	21 001 671
Activités de fonctionnement à financer	3	2 465 053	2 373 237
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	116 782	133 522
Débiteurs	8	16 253 072	48 486 849
Autres montants	9	28 493 939	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	2 040 568	5 856 728
Autres			
▪ Prêts MDEIE FLI	11.1	3 782 617	3 834 818
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	183 804 958	185 635 809
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13	33 114 940	36 980 097
Endettement net à long terme	14	216 919 898	222 615 906
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	216 919 898	222 615 906
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	216 919 898	222 615 906
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 935 000	1 935 000	1 800 000
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	4 889 844	4 952 744	3 625 400
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	6 824 844	6 887 744	5 425 400

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		44 599
Charges sociales	2		(10)
Biens et services	3	19 911 483	29 533 407
Frais de financement	4	285 261	461 421
Autres	5		(32 125)
	6	20 196 744	30 007 292

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	90,30	35,00	164 269,00	9 770 826	2 065 096	11 835 922
Professionnels	2						
Cols blancs	3	167,40	35,00	304 688,00	10 498 304	2 371 570	12 869 874
Cols bleus	4	119,90	40,00	249 423,00	9 055 851	2 248 804	11 304 655
Policiers	5						
Pompiers	6	41,30	42,00	90 114,00	3 267 560	680 920	3 948 480
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	418,90		808 494,00	32 592 541	7 366 390	39 958 931
Élus	9	11,00			666 636	101 275	767 911
	10	429,90			33 259 177	7 467 665	40 726 842

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	2 047 500				2 047 500
Réseau de distribution de l'eau potable	3	682 609	2 715 780	987 847		4 386 236
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	9 404 893	909 589	(2 400)		10 312 082
	7	12 135 002	3 625 369	985 447		16 745 818

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	25 991	28 812
Autres	3	224 401	206 001
	4	250 392	234 813
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	27 377	32 572
Sécurité civile	8	49	72
Autres	9	121	168
	10	27 547	32 812
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 612 343	1 647 915
Enlèvement de la neige	12	71 789	82 793
Autres	13	8 771	13 228
Transport collectif	14	162 038	102 290
Autres	15	208 487	311 377
	16	2 063 428	2 157 603
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	1 133 686	1 099 671
Réseau de distribution de l'eau potable	18	542 494	507 344
Traitement des eaux usées	19	1 436 566	1 368 086
Réseaux d'égout	20	553 956	529 513
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	900	946
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24	7	21
Protection de l'environnement	25	62 766	66 348
Autres	26	368	784
	27	3 730 743	3 572 713
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	51	77
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	51	77
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	75 579	81 908
Rénovation urbaine	34	84 075	97 134
Promotion et développement économique	35	367 444	126 307
Autres	36	39 239	46 829
	37	566 337	352 178
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	809 046	819 479
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	1 652	2 204
Autres	40	175 975	179 752
	41	986 673	1 001 435
Réseau d'électricité			
	42		
	43	7 625 171	7 351 631

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Angers	1.1	Maire	119 685	18 175	58 308	
Yves Levesque	1.2	Maire	13 951	2 119		
Josette Allard-Gignac	1.3	Conseiller	37 178	18 589		
Louis-Jean Garceau	1.4	Conseiller	37 178	18 589		
Jean-Yves Tremblay	1.5	Conseiller	37 178	18 589		
Guy Arseneault	1.6	Conseiller	33 297	16 648		
Jacinthe Campagna	1.7	Conseiller	33 297	16 648		
Lucie De Bons	1.8	Conseiller	33 297	16 648		
Nancy Deziel	1.9	Conseiller	33 297	16 648		
Christian Hould	1.10	Conseiller	33 297	16 648		
Marc Belisle	1.11	Conseiller	3 881	1 941		
Maricka Giguere	1.12	Conseiller	3 881	1 941		
Lynn Gravel	1.13	Conseiller	3 881	1 941		
Anthony Lafreniere-Gelinas	1.14	Conseiller	3 881	1 941		
Jacques St-Louis	1.15	Conseiller	3 881	1 941		
Marie-Josée Suzor	1.16	Conseiller	3 881	1 941		
Caroline Walker	1.17	Conseiller	3 881	1 941		
	2		438 822	172 888	58 308	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 11 903 402 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 374 970 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 526 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 13 064 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 1 506 919 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 1 074 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 1 247 799 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 1 506 919 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	8 077	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	30 863	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	101 460	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	2 322 754	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	607 366	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	354 236	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	2 556 156	\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	2 322 754	\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
 48 1 113 235 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ ☐
 50 1 378 203 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
 52 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice : a) crédits de taxes b) autres formes d'aide	67	☒	☐	
	68			50 000 \$
	69			\$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	70	☐	☒	
	71			\$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025	72	☒	☐	
	73	☐	☒	
	74			\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025	75			\$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD Total des frais encourus admissibles au volet Entretien : a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été Systèmes de sécurité Chaussées pavées - entretien préventif Chaussées pavées - entretien palliatif Chaussées en gravier - entretien préventif Chaussées en gravier - entretien palliatif Systèmes de drainage Abords de routes Total des dépenses relatives à l'entretien d'été b) Dépenses d'investissement ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été c) Total des frais encourus admissibles	76			\$
	77			\$
	78			\$
	79			\$
	80			\$
	81			\$
	82			\$
	83			\$
	84			\$
	85			\$
	86			\$
	87			\$
	88			\$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

89 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

92 R142-13-04-21

- b) Date d'adoption de la résolution

93 2021-04-13

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | 6 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | 5 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | 5 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 4 735 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | 18 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px;"></div> <div style="border: 1px solid black; width: 30px; height: 20px; text-align: center;">X</div> </div> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☐☒

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☒☐

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Kim Dumais

Adresse courriel du directeur général

10 kdumais@shawinigan.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-15 11:13

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Administration municipale	Réalisations 2025 Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	143 894 085	133 843 000	140 487 996	36 152 659	160 994 854
Investissement	2	12 249 286		5 585 607	226 946	5 812 553
	3	156 143 371	133 843 000	146 073 603	36 379 605	166 807 407
Charges						
	4	134 343 780	142 655 000	141 593 040	28 052 951	154 536 165
Excédent (déficit) lié aux activités	5	21 799 591	(8 812 000)	4 480 563	8 326 654	12 271 242
Moins : revenus d'investissement	6 (	12 249 286)(	) (	5 585 607)(	226 946)(	5 812 553)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	9 550 305	(8 812 000)	(1 105 044)	8 099 708	6 458 689
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	21 830 903	18 330 913	22 501 580	3 876 947	26 378 527
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 535 231	1 357 000	1 858 172	680	1 858 852
Remboursement de la dette à long terme	10 (	17 148 534)(	14 794 275)(	16 937 230)(	3 737 948)(	20 675 178)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	899 192)(	789 037)(	943 728)(	1 757 207)(	2 700 935)
Excédent (déficit) accumulé	12	(2 173 473)	4 014 399	2 369 056	(702 360)	1 666 696
Autres éléments de conciliation	13	1 227 475	693 000	646 451	1 688 932	2 335 383
	14	4 372 410	8 812 000	9 494 301	(630 956)	8 863 345
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	13 922 715		8 389 257	7 468 752	15 322 034

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	56 231 337	62 782 745	78 658 737	67 442 548
Débiteurs	2	61 610 699	61 150 562	67 142 900	67 534 779
Prêts	3	525 227	390 971	390 971	525 227
Placements de portefeuille	4	503 654	602 144	12 212 141	11 482 859
Autres	5			499 375	1 448 811
	6	118 870 917	124 926 422	158 904 124	148 434 224
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	3 568 717	18 951 147	18 951 147	3 568 717
Créditeurs et charges à payer	9	30 982 013	26 421 269	28 779 436	34 520 152
Revenus reportés	10	7 701 118	6 020 740	8 391 308	10 835 610
Dette à long terme	11	218 799 837	211 830 008	244 848 504	255 245 789
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	3 646 000	2 749 000	2 749 000	3 646 000
Autres	13	1 727 245	1 722 245	20 944 714	21 268 544
	14	266 424 930	267 694 409	324 664 109	329 084 812
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(147 554 013)	(142 767 987)	(165 759 985)	(180 650 588)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	528 151 494	525 624 578	575 454 112	579 701 767
Autres	17	6 325 958	8 547 415	8 871 053	7 117 589
	18	534 477 452	534 171 993	584 325 165	586 819 356
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	21 500 980	19 337 996	22 416 066	20 607 937
Excédent de fonctionnement affecté	20	3 233 637	1 116 782	1 381 452	3 264 987
Réserves financières et fonds réservés	21	19 641 808	27 431 177	27 433 319	19 643 605
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	7 384 720)(	7 355 455)(	11 583 070)(	12 398 550)
Financement des investissements en cours	23	(12 442 520)	(12 821 253)	(11 568 888)	(12 932 248)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	362 374 254	363 694 759	390 132 375	387 754 281
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			353 926	228 756
	26	386 923 439	391 404 006	418 565 180	406 168 768

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Rachat dette cession d'actifs	1.1	116 782	133 522
▪ Camions pompier	1.2	1 000 000	3 100 115
	2	1 116 782	3 233 637
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	264 670	31 350
	4	1 381 452	3 264 987
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Assainissement	6.1	2 667 360	2 799 284
▪ Assurance	6.2	314 491	114 491
▪ Eau	6.3	10 369 979	2 350 257
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	5 370 472	4 310 569
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	3 979 213	4 963 682
Organismes contrôlés et partenariats	11	2 142	1 797
Fonds local d'investissement	12	3 639 281	3 719 864
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14	2 247	359 747
Autres			
▪ Rio Tinto Alcan	15.1	1 038 226	975 318
▪ Logement Social	15.2	49 908	48 596
	16	27 433 319	19 643 605
	17	28 814 771	22 908 592

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	183 804 958	185 635 809
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	216 919 898	222 615 906

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	3 899 397	3 968 339
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	150 449 941	159 379 851
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	46 669 121	45 228 152
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	16 253 071	17 437 136
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	29 433 940	31 049 709
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	246 705 470	257 063 187

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	100 043 618	103 444 792	104 907 316	103 689 903
Compensations tenant lieu de taxes	13	8 765 002	9 802 759	9 849 153	9 849 153
Quotes-parts	14				169 334
Transferts	15	24 955 191	11 179 498	12 135 001	16 161 076
Services rendus	16	2 234 157	1 885 101	2 472 781	16 200 795
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	6 922 928	5 047 850	7 161 116	7 161 458
Autres	18	973 189	2 483 000	3 962 629	7 763 135
	19	143 894 085	133 843 000	140 487 996	160 994 854
Investissement					
Taxes	20	22 502			
Quotes-parts	21				
Transferts	22	12 363 505		4 610 817	4 650 289
Autres	23	(136 721)		974 790	1 162 264
	24	12 249 286		5 585 607	5 812 553
	25	156 143 371	133 843 000	146 073 603	166 807 407

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	19 607 935	790 813	20 398 748	21 246 812	19 685 495
Sécurité publique						
Police	2	7 069 428		7 069 428	7 069 428	6 549 754
Sécurité incendie	3	6 764 238	491 369	7 255 607	6 845 922	6 375 860
Autres	4	1 427 563		1 427 563	1 430 791	1 388 616
Transport						
Réseau routier	5	26 924 061	7 192 211	34 116 272	34 116 272	28 949 425
Transport collectif	6	1 935 000		1 935 000	3 422 446	3 650 630
Autres	7	793 040		793 040	793 040	826 506
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	14 069 753	9 328 473	23 398 226	23 398 225	23 157 862
Matières résiduelles	9	8 936 833	41 159	8 977 992	10 201 776	7 761 623
Autres	10	2 490 140	65 140	2 555 280	2 616 034	4 169 049
Santé et bien-être	11	227 910		227 910	227 910	194 842
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 247 509	151 410	2 398 919	2 398 919	1 897 980
Promotion et développement économique	13	6 447 453		6 447 453	12 053 906	12 180 715
Autres	14		29 921	29 921	29 921	86 872
Loisirs et culture	15	12 525 426	4 411 084	16 936 510	19 399 918	19 881 266
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	7 625 171		7 625 171	9 284 845	9 260 623
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	119 091 460	22 501 580	141 593 040	154 536 165	146 017 118
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	22 501 580 (	22 501 580)			
	21	141 593 040		141 593 040	154 536 165	146 017 118

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	12 249 286	5 585 607	226 946	5 812 553
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	30 007 292)(	20 196 744)(	2 581 931)(	22 778 675)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	185 427)(	270 647)(	602 215)(	872 862)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	7 941 314	11 051 508	298 752	11 350 260
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	899 192	943 728	1 757 207	2 700 935
Excédent accumulé	6	4 560 351	2 744 052	2 639 779	5 383 831
	7	(16 791 862)	(5 728 103)	1 511 592	(4 216 511)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(4 542 576)	(142 496)	1 738 538	1 596 042

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14